

Edito

RDC : Duel entre impérialistes et nationalistes

La promotion des valeurs contre les antivaleurs, des intérêts supérieurs de la nation contre les intérêts égoïstes, bref toutes les mauvaises pratiques qui ne tiennent pas compte du développement de la grande masse est en perpétuel combat journalier en RDC. De l'autre côté, les impérialistes qui tiennent à exploiter continuellement les matières précieuses de la RDC au détriment du petit peuple, s'activent constamment. Ils multiplient des contrats léonins et continuent d'armer certains pays voisins pour imposer leurs façons de voir les choses. Que dire des Congolais de la diaspora aujourd'hui aux affaires, qui se comportent en proxys des impérialistes, qui pensent tout simplement à faire des transferts des sommes colossales à l'extérieur du pays, sans ses soucis du développement de la base. Pourtant, la RDC avec toutes ses matières premières en état brut, doublé d'une bonne politique mettant en première position le développement du pays. La corruption, le détournement, la concussion, le coulage des recettes, le tribalisme et bien d'autres antivaleurs devaient céder la place à la promotion des valeurs cardinales.

Les impérialistes gagnent du terrain par la simple raison que les dirigeants ne savent pas toujours exploiter les bonnes intelligences des dignes fils et filles du pays, qui connaissent les faiblesses des impérialistes. Nombreux sont des pays asiatiques dont la Corée du Sud et bien d'autres qui sont aujourd'hui développés juste parce qu'ils ont su comment tirer l'épingle du jeu. Une des principes cardinaux, est de savoir ce qu'on veut. Le sérieux dans les actes qu'on pose au jour le jour. Pas vouloir une chose et son contraire. Le changement des mentalités est un chantier important qui, malheureusement n'a pas été bien exploité. Que dire de l'Agence de lutte contre la corruption, une autre initiative de grande facture, mais qui malheureusement semble être devenue une tanière des "frappeurs". L'affectation des hommes pour gérer plusieurs structures d'éveil patriotique et de la conscience nationale, n'a pas donné des résultats escomptés car dirigées des non doués en la matière, des hommes non intègres. La liste des bonnes initiatives n'est pas exhaustive, l'arrivée au pouvoir du fils d'un grand combattant de la mal gouvernance était une aubaine pour le décollage de la RDC. Mais hélas ! Un certain entourage semble apporter de l'eau au moulin des impérialistes qui tiennent, depuis des lustres à nous maintenir dans la précarité.

Rien n'étant impossible à Dieu, nous croyons au miracle pour un changement spectaculaire, pour ainsi gagner le combat acharné contre les impérialistes et les antivaleurs.

LRP

Résultats définitifs de la présidentielle du 20 décembre 2023 proclamés par la Cour constitutionnelle

Félix Tshisekedi, président de la République

(Lire en page 3)

* *Après avoir pris l'affaire en délibéré à l'issue de débats contradictoires entre le requérant Théodore Ngoy, la Ceni et les avocats de Félix Tshisekedi, par son estime conviction, la Cour constitutionnelle, a jugé que les élections ne peuvent être annulées que si les irrégularités décriées ont un lien direct avec les résultats provisoires proclamés par la Centrale électorale*

* *Par ailleurs, la Cour constitutionnelle a fait passer le score de 73,34% des suffrages valablement exprimés, obtenu par le candidat N°20, et publié provisoirement par la Ceni à 73,47%*

* *Juste après la publication, par la Haute cour, des résultats définitifs proclamant Félix Tshisekedi Tshilombo, président de la République, le royaume de Belgique lui a adressé ses félicitations pour sa brillante réélection*

Dans son message de vœux de Nouvel An 2024 aux Congolais

Moïse Katumbi en donneur de leçons

(Lire en page 16)

La Direction générale du Groupe de presse La Référence et l'ensemble de son personnel, présentent leurs vœux de bonheur, de santé et de prospérité à tous les partenaires, annonceurs et lecteurs, à l'occasion du nouvel AN 2024

Le bureau de l'assemblée provinciale de Kinshasa autorise la Cour de cassation à poursuivre le gouverneur Gentyng Ngobila (Page 2)

Annonce

MESSAGE DE FELICITATIONS ET VOEUX A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT

*** GECAMINES SA ***P.5**

English Issue

Niger's military junta releases son of deposed president on bail

(Page 15)

Le bureau de l'assemblée provinciale de Kinshasa autorise la Cour de cassation à poursuivre le gouverneur Ngobila

Gentiny Ngobila Mbaka a été destitué de son poste de gouverneur de la ville province de Kinshasa le mardi 09 janvier 2024 par l'Assemblée provinciale de Kinshasa.

Le gouverneur, invalidé avec 81 autres personnes par la Commission électorale nationale indépendante (Céni) aux élections des législatives nationales pour fraude électorale a désormais 24 heures pour présenter sa démission en tant que patron de la capitale congolaise.

Par un vote de 4 sur 5 voix des membres composant de l'organe délibérant de Kinshasa, l'homme de Kin bopeto est mis à la disposition de la justice congolaise.

L'intérim de l'hôtel de Ville de Kinshasa sera probablement assumé par son adjoint, Gérard Mulumba. La Céni avait publié une liste de 82 personnalités congolaises in-

validées pour cas avéré de fraude électorale, détention Haute cour se prononce sur son cas dans le cadre de



illégale des dispositifs électroniques de vote, violence sur les électeurs et le personnel de la Ceni.

Ngobila est destitué alors qu'il est en train de porter sa le contentieux devant la cour constitutionnelle afin que la

cette grande crise électorale dans le pays est plongé.

Parmi ces invalidés, figurent des professeurs d'universités, des sénateurs et députés, des mandataires publics et des gouverneurs de province, tous interdits de quit-

ter la ville de Kinshasa.

Le malheur des uns fait toujours le bonheur des autres, dit-on : Une certaine opinion estime que le départ de Ngobila de l'hôtel de Ville de Kinshasa ferait certainement la joie et l'allégresse du président de l'Assemblée provinciale de Kinshasa, le pasteur Godé Mpoiy.

Ce dernier aura manifesté ouvertement même dans le lieu du culte son contentement de la décision prise par la Ceni à l'endroit de ceux qui sont désormais invalidés.

Disons que le bureau de l'Assemblée provinciale de Kinshasa s'était réuni pour prendre la décision de lever des immunités au gouverneur Ngobila alors que les députés provinciaux sont en vacances statutaires.

Philippe Dephill Lipo

Annulation des votes : ACP de Gentiny Ngobila porte plainte contre la CENI

En République démocratique du Congo (RDC), la tension post-électorale monte d'un cran après l'annulation des votes des 82 candidats députés. Victime de cette décision, le parti politique Alliance des Congolais Progressistes (ACP) a porté plainte contre la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI).

À en croire ce parti politique de l'Union Sacrée, la CENI a gratuitement invalidé son autorité morale Gentiny Ngobila Mbaka, candidat député nationale à la circonscription de la Funa à Kinshasa. L'information nous est parvenue, ce mardi 9 janvier, par le biais d'un récépissé de la Cour constitutionnelle faisant office d'accusé de réception de la requête en contestation de la décision de la CENI.

Rappelons que Gentiny Ngobila, Colette Tshomba, Nsingi Pululu, Evariste Boshab, Tryphon Kin-Kiey et tout le reste sont déclassés des législatives 2023 pour fraude électorale, corruption, vandalisme de matériel électoral, in-

validation à la violence et dispositifs électroniques



Gentiny Ngobila Mbaka, autorité morale de l'ACP et gouverneur de Kinshasa.

détention illégale des

de vote, par une décision de la Céni. Et un jour après les scrutins du 20 décembre 2023, un audio devenu viral accusait Gentiny Ngobila de corruption et de fraude dans un centre situé dans la commune de Ngiri-Ngiri. Gentiny Ngobila a rejeté en bloc ces accusations sur lesquelles s'est basée la Céni pour l'invalidier. D'autres concernés, ont parlé d'un règlement des comptes, tout en mettant au défi la Céni de prouver les griefs leur opposés.

LRP



Soutien aux FARDC

lareferenceplus.cd s'engage aux côtés des FARDC pour la défense de l'intégrité territoriale !

RDC: 2345.409 km2

Suivez-nous sur:
www.lareferenceplus.cd





La Référence Plus

Quotidien d'Informations Générales
Adresse : Croisement des Avenues 24 Novembre - Kasongo-Lunda / C. Lingwala (en face de l'Académie des Beaux Arts)
Phone : 0999923379

E-mail:
reference_20ans@yahoo.fr
B.P. : 12520 Kinshasa I
Autorisation de publication N°041/SGC/063/92

Editeur-Directeur Général

André Ipakala Abeiye M.
0999923379

Directeur de la Publication

Félix Kabwizi Baluku
0999913816

Directeur de la Rédaction

Théo Kimpanga N'Key I.
0999949445

Assistante de l'EDG

Eveline Badika
0829420241

Rédacteurs en Chef

Franck Mona K. (Politique)
0999911984

N. Rachidi (Provinces)

Secrétaires de Rédaction

Déo Mulima (0998405728)

Chefs de Rubriques

José Wakadila (Société)
0998129128

Rédaction Générale

José Wakadila,
Bibiche Mungungu,
Anastasié Mukawa (0990012819, 0825329453)
Génie Mulobo (0999954394)

Julie Ngalula T.

Grace Nygke

Mireille Mpenba

Makinzolela Menayeto

English Issue

John Nkwady Kankolong

Représentations provinciales

- **Bandundu** : Mayele

- **Kasaï - Oriental** :

- **Maniema** : Patrick

Kamombo

- **Nord-Kivu** : Sumaili Pene

Djadi

- **Province Orientale** :

Gilbert Risasi

- **Sud - Kivu** :

Asani Abdalah

- **Haut-Katanga**

CIFINGA

Etranger

- Congo Brazza: Itcha Djata

Service Technique

Anastasié Mukawa Kimina

Génie Mulobo Mwadi

Administration

Janvier Band'Aka-Suro

Mireille Thansya

(0998540079; 0896154045)

Tina Ngindu

Finances & Vente

Jean-Pierre Mobiko

(+243815093722)

Pascaline Boyingandi

Gaby Lego

Fiston

Aimée Bwanga

Imprimerie

ILAREF

Résultats définitifs de la présidentielle du 20 décembre 2023 proclamés par la Cour constitutionnelle

Félix Tshisekedi, confirmé président de la République

Après avoir jugé la requête du candidat malheureux à la présidentielle 2023, Théodore Ngoy Ilunga va

proclamer Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, vainqueur de l'élection présidentielle avec 73, 74% des suffra-

gés jugée recevable mais non fondée. La Cour constitutionnelle siégeant en matière des contentieux des résultats

de la présidentielle du 20 décembre 2023 a jugé, ce mardi 09 janvier 2024, recevable, mais non fondée la requête du candidat malheureux à l'élection présidentielle, le pasteur Théodore Ngoy, contre la Commission électorale nationale indépendante proclamant Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, provisoirement vainqueur au scrutin présidentiel, le 31 décembre 2023. Les irrégularités soulevées par Théodore Ngoy sont liées au vote dans certains coins de la République démocra-



Vue de la salle d'audiences, Marcel Lihau de la Cour de cassation, lors du procès sur le contentieux électoral à la présidentielle du 20/12/2023. Kinshasa, le 8 janvier 2024 Radio Okapi/Ph. Jeff Ngoy

Nsenda, recevable et non fondée, et irrecevable pour défaut de qualité, le recours d'un citoyen, M. Daniel Mpala, la Cour constitutionnelle a proclamé, le mardi 09 janvier 2024, les résultats définitifs à l'élection présidentielle du 20 décembre 2023.

Elle a, par ailleurs, confirmé les résultats provisoires publiés par la Commission électorale nationale indépendante (Céni) le 31 décembre 2023, en

valablement exprimés.

Aussitôt proclamé définitivement président de la République Démocratique du Congo, le royaume de Belgique a adressé un message de félicitations à Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo pour sa brillante réélection à la tête du pays pour un deuxième et dernier mandat de cinq ans.

La requête de Théodore Ngoy

teurs dans certains bureaux de vote. En ce qui concerne les irrégularités soulevées par Théodore Ngoy pour obtenir l'annulation des résultats publiés par la Céni, la cour constitutionnelle a indiqué qu'on ne peut annuler les résultats que lorsque les irrégularités ont porté atteinte à la sincérité. Or, a-t-elle, précisé, "l'écart constaté est noble".

LRP

Elections législatives et locales : des candidats invalidés saisissent la Cour constitutionnelle et la Cour de cassation

Invalidés par la Commission électorale nationale indépendante (Céni), seize (16) candidats parmi les 82 invalidés aux législatives du 20 décembre ont saisi, lundi 8 janvier à Kinshasa, le Conseil d'Etat contre cette décision. Ils ont introduit leur requête en référé liberté sollicitant d'ordonner l'anéantissement total des effets de la décision ainsi entreprise avec injonction de la Céni, à ce stade, de ne s'en tenir qu'à la mise en application des prescrits de certaines dispositions de la loi électorale en la matière.

De son côté, le candidat à la députation nationale et gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a saisi la Cour constitutionnelle contre la décision de la CENI, annulant les suffrages en sa faveur pour fraude, corruption et détention des machines de vote.

Cette requête en contestation attaque la décision de la CENI, annulant vendredi 5 décembre, les suffrages de 82 candidats députés. Elle a été introduite lundi à la Cour constitutionnelle par le parti Alliance des Congolais Progressistes alliés (ACP).

Interdiction de quitter le pays

Le même lundi, le procureur géné-

ral près la Cour de cassation a interdit à tous les 82 candidats invalidés de sortir du pays.

Selon le parquet général de cette cour, une action publique est déjà enclenchée par son office contre les faits de corruption, de fraude, de détention illégale des matériels électoraux et autres.

Selon la chaîne publique congolaise, la RTNC, deux correspondances ont été adressées aux services concernés par cette décision.

La première est celle envoyée à la Direction générale de migrations (DGM) à qui le procureur général près la Cour de cassation, Firmin Mvonde, demande d'interdire la sortie du territoire national congolais de toutes les personnes concernées par la décision de la CENI du 5 janvier 2024.

La seconde lettre est destinée à la CENI. Dans cette correspondance, le parquet près la Cour de Cassation lui demande de lui transmettre tous les documents ayant conduit à l'annulation des voix de ces candidats.

La CENI a annulé notamment pour fraude et corruption la totalité des suffrages obtenus par certains candidats aux élections législatives, provinciales et communales dans certaines circonscriptions.

Réélection de Tshisekedi : la population du Grand Kivu dit attendre la sécurité et les routes

Les notables et autorités coutumières du Grand-Kivu ont indiqué, samedi 6 janvier, que la population de ce coin attend du président réélu le réta-

Nkinzo.

Ces notables et autorités traditionnelles ont également exprimé leur volonté d'accompagner les institutions



Vue de la route Bukavu-Shabunda, jeudi 22 juin 2023. Ph/CelComCabGouv-Sud-Kivu

blissement de la sécurité et la construction des routes.

Ils l'ont dit dans un message de soutien et de félicitation adressé à Félix Tshisekedi, lors de leur rencontre tenue, à Kinshasa.

" Les populations du grand Kivu attendent le rétablissement de la paix durable, la poursuite des travaux de construction des infrastructures socio-économiques de base, et voies de communication, la résorption du chômage des masses par la promotion de l'agriculture, l'entrepreneuriat et le développement de l'industrie de transformation ", a déclaré le porte-parole des notables du grand-Kivu, Joseph

du pays en vue de renforcer l'unité, la cohésion et la concorde nationale.

" Nous, notables du Grand-Kivu, nous en appelons à tous nos compatriotes, de nous unir autour de la vision du chef de l'Etat, consistant à sauver notre pays de différents maux, notamment l'agression rwandaise, dont les conséquences ne sont plus à démontrer ", a poursuivi Joseph Nkinzo.

Il a en outre invité le chef de l'Etat à sanctionner les leaders politiques qui s'adonnent à manipuler la CENI, et ceux qui véhiculent des messages de haine et discrimination tribale.

RO / LRP

Bumba : des vidéos de fraude mettent en cause Jean-Pierre Lihau

À Bumba dans la Mongala, Jean-Pierre Lihau Eboa Kalokola est dans le dur. Le cadre Union sacrée est englué dans un dossier de fraude électorale qui risque de l'éclabousser. Des images de villages Yamwanda et Bongoluyanzeka qui inondent la toile, montrent des bulletins de vote cochés pour le compte du candidat n°125. Des voix s'élèvent dans les rangs de la société civile locale pour dénoncer la détention illégale des machines et bulletins de vote par le vice-Premier ministre de la Fonction publique.

Comme dans un film, on y voit des effets électoraux, particulièrement des bulletins de vote et des PV remplis pour les comptes des candidats Bokungu, César Limbaya - gouverneur de province et du numéro 125 Jean-Pierre Lihau (actuel vice-Premier ministre en charge de la Fonction publique). À certains endroits, la police a constaté les faits et interpellé les personnes trouvées sur place.

Limbaya est déjà tombé dans le filet de la CENI. Son nom a été repris dans le groupe de 82 candidats déjà invalidés pour fraude électorale, violence et détention des machines à voter par la CENI. Reste à savoir, s'interroge un prélat catholique, si les deux autres cadors de la famille politique du chef de l'État ne connaîtront pas le même sort au regard de la gravité des faits.

Encore une preuve à charge de

Lihau

Dans une nouvelle vidéo devenue virale, on y voit une personne s'identifiant comme agent électoral accusant toujours le VPM en charge de la Fonction publique de n'avoir pas honoré sa facture. Visiblement déçu du non-res-



Candidat aux législatives nationales à Bumba, Jean-Pierre Lihau, vice-Premier ministre de la Fonction publique est accusé de fraude électorale. @ Photo Droits tiers

pect du deal, l'homme attaque Lihau.

Selon cet agent qui cite même les noms des émissaires du VPM, l'accord consistait à octroyer à Lihau 5 000 voix frauduleuses via des machines à voter en échange de 5000 dollars. Visage caché, à côté des DEV

et des bulletins de vote, l'agent de la CENI utilisé, se plaint de l'attitude de Lihau qui a bénéficié de ses services, mais n'a pas respecté sa part du contrat.

Même le numéro 125 de Lihau avait déjà suscité une vague de contesta-

sortissants de la contrée. Le numéro 125 a été attribué à la même personne qui l'avait porté en 2018, à savoir Lihau Eboa Kalokola Jean-Pierre. Marque flagrante d'une manipulation du fichier électoral ou erreur matérielle ? Seul Denis Kadima pourra dire un jour au peuple congolais sur ce qui s'est passé réellement, si et seulement si il y a transparence.

Comment est-ce possible que ce candidat autrefois membre du Front commun pour le Congo (FCC) avec comme parti politique PPRD, s'est-il retrouvé avec le même numéro cette fois-ci ? Arrangement ou simple coïncidence ? Ce numéro avait suscité chez d'autres challengers de la circonscription de Bumba beaucoup d'interrogations et de soupçons. Déjà, la société civile locale s'interrogeait si c'était la marque d'une tricherie planifiée ? Ces méthodes prdiennes que ce candidat amène à l'UDPS/Tshisekedi doivent-elles passer inaperçues ?

Selon Scooprdc, certains habitants de Bumba ne cessaient déjà à l'époque d'interpeller la CENI et l'UDPS/Tshisekedi, question d'éviter ce genre de scandale qui risquait de donner de la matière aux détracteurs de cette CENI déjà contestée dès son installation par les Églises catholique et protestante ainsi qu'une partie non négligeable de la population.

OURAGAN / LRP

Législatives nationales et provinciales : publication, mercredi 10 janvier 2024, des candidats députés élus

Sauf changement de dernière minute, la Commission électorale nationale indépendante (Céni) publie, ce mercredi 10 janvier 2024, la liste provisoire des candidats députés nationaux et provinciaux élus.

tances habilitées la levée des immunités des ministres, sénateurs, députés et gouverneurs concernés par la fraude électorale. Le même procureur général a demandé à la Direction générale de migration (DGM) de ne pas



Cette publication concerne l'ensemble du territoire national congolais. Elle intervient au-delà du délai requis par le calendrier du 26 novembre 2022, après avoir écarté les présumés fraudeurs, corrupteurs et autres qui ont tenté de perturber ce processus.

D'ailleurs, au regard de la gravité des faits, le procureur général près la Cour de Cassation a sollicité des ins-

permettre aux incriminés de quitter le territoire national.

Cela présage des interpellations dans les tout prochains jours. Ils doivent répondre de leurs actes devant la justice pour qu'ils servent d'exemple à tous ceux qui seraient tentés de refaire la même chose lors des prochains scrutins.

LRP

Contentieux électoral : "le prolongement du vote n'est pas une irrégularité pour annuler les résultats des élections", précise un expert/Ceni

Les experts de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) ont balayé d'un revers de la main toutes les irrégularités soulevées

tion des résultats. Les irrégularités ne suffisent pas. Il faut qu'elles influent sur les résultats", ont laissé entendre les experts de la Céni.



par le candidat à la présidentielle du 20 décembre 2023, Théodore Ngyo Ilunga wa Nsenda, et ont demandé à la cour de se prononcer sur la sincérité des résultats publiés par la centrale électorale le 31 décembre 2023.

Ces experts ont indiqué que la question de l'annulation des résultats des élections ne requiert pas des irrégularités.

"Dans la requête de Théodore Ngyo, c'est nulle part qu'il a été dit l'annula-

Et d'insister, "le prolongement du vote n'est pas une irrégularité pour annuler les résultats des élections du 20 décembre 2023".

Selon ces experts, au regard du score réalisé par le président de la République Félix Tshisekedi, même si on annulait le vote qui s'est déroulé du 21 au 27 décembre, le premier resterait toujours à sa place, et le dernier garderait sa position.

LRP



Message de félicitations de Gécamines SA adressé au Président de la République Démocratique du Congo

Excellence **Monsieur Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo**, *Président de la République, Chef de l'Etat*

(Avec l'expression de nos hommages les plus déférents)

A l'occasion de votre brillante réélection en qualité de Président de la République Démocratique du Congo, Chef de l'Etat, le Conseil d'Administration, la Direction Générale et l'ensemble du Personnel de la Générale des Carrières et des Mines, Gecamines SA, vous présentent, à votre Excellence et à votre famille, leurs chaleureuses et sincères félicitations.

Les suffrages exprimés sont, sans nul doute, une preuve patente de l'adhésion du peuple souverain à votre vision et à votre lutte pour l'émergence d'un Congo moderne, fort et décomplexé. Ce nouveau mandat vous offrira donc l'opportunité de consolider les acquis du précédent et de réussir le décollage socio-politico-économique. Votre leadership positionnera notre beau pays à la place qui n'aurait jamais dû cesser d'être la sienne au sein de la région des Grands Lacs africains, de l'ensemble du continent africain et du monde.

Gecamines SA qui se réjouit de votre éclatante victoire se dit prête à poursuivre son plan de relance entrepris sous votre Autorité, plan qui fera d'elle une société minière moderne et un partenaire industriel de premier ordre capable de protéger les intérêts miniers de notre pays. Elle vous assure qu'elle ne ménagera aucun effort pour contribuer à la réussite de ce quinquennat qui s'ouvre devant nous.

Puisse l'Eternel vous accorder santé et sagesse dans les choix que vous aurez à opérer pour faire vivre au peuple congolais la paix et la prospérité dont il a toujours rêvé.

Placide NKALA BASADILUA
Directeur Général

Guy Robert LUKAMA NKUNZI
Président du Conseil d'Administration



La RDC et l'Arabie Saoudite signent un mémorandum d'entente pour l'exploitation des ressources minérales

La République démocratique du Congo et l'Arabie Saoudite ont signé, le mardi 9 janvier 2024 à Riyad, un mémorandum de coopération bilatérale dans le secteur des ressources minérales, a annoncé une dépêche du ministère des Mines.

Le pacte de coopération est intervenu dans la capitale du royaume d'Arabie Saoudite, en marge du Forum des minéraux du futur, entre Antoinette N'samba Kalambayi, minis-

crets pour que la signature de ce protocole profite aux deux parties.

Elle a également martelé sur la mise en place d'un cadre de travail mixte congolo-saoudien qui réunira désormais les experts des différents services spécialisés du ministère des Mines notamment (CAMI, FOMIN, SGN, CTCPM) ainsi que ceux de la partie saoudienne pour réfléchir ensemble sur la feuille de route.

Ce forum international qui vise à



tre congolaise des Mines et Bandar Bon Ibrahim Alkhorayef, ministre saoudien de l'Industrie et Ressources minérales.

Selon la même source, ce protocole vise à améliorer la recherche, l'exploitation et la transformation des minéraux au niveau local pour permettre la réalisation de la transition énergétique.

L'occasion a été pour la ministre N'samba Kalambayi d'insister sur l'importance de conjuguer des efforts con-

stimuler et promouvoir des discussions sur le développement durable dans le secteur des mines, réunit des représentants de 80 pays dont ceux de G20, plus de 40 ministres en charge des Mines et Ressources minérales, des leaders de l'industrie minière, des investisseurs, des décideurs politiques et des experts de diverses régions de l'Afrique, de l'Asie occidentale et centrale.

LRP

Maniema : le gouvernement interpellé sur le délabrement de la centrale hydroélectrique de Belia

Le chef de secteur de Sakima division Nord (Maniema), Edgard Lunga a alerté, lundi 8 janvier, le gouvernement central sur l'état de délabrement de la centrale hydroélectri-

deuxième production de cette centrale va aider par exemple à faire tourner les chantiers pour la production des minerais", a expliqué Edgard Lunga.

Pour le chef de secteur de Sakima,



La centrale hydroélectrique de Belia, territoire de Punia (Maniema). Radio Okapi / Ph. Florence Kiza.

que de Belia.

A Radio Okapi, il a fait savoir que l'une de deux turbines de cette centrale est en arrêt.

" Il faut réhabiliter la centrale et sa réhabilitation coûte énormément cher. C'est pour cela que même le gouvernement doit intervenir pour sauver cette centrale. L'une de deux turbines de cette centrale est déjà est en arrêt. Il faut remettre cette centrale en action rapidement de façon que la

le territoire de Punia reste le poumon du secteur minier du Maniema et pour cela, poursuit-il, le développement du secteur minier demeure une priorité.

Cela passe nécessairement par la mise en service totale de la centrale ; a-t-il ajouté.

Propriété de l'ex-Sominki, la centrale hydroélectrique de Belia, avec ses 1.6 MW de capacité installée, avait été mise en service depuis 1956.

RO / LRP

Barrages électriques : un potentiel pour la croissance

La RDC possède l'un des plus grands potentiels hydroélectriques au monde. Le pays dispose d'un réseau complexe de rivières et de cours d'eau. Ce qui offre des opportunités pour le développement de l'énergie hydroélectrique. Ces ressources hydrauliques inexploitées ont attiré l'attention des investisseurs. Ce qui a stimulé ainsi la construction des barrages électriques. Cette expansion du secteur hydroélectrique offre des perspectives prometteuses pour la croissance économique et le développement durable du pays.

Historiquement, la RDC a été largement tributaire de l'énergie thermique pour répondre à ses besoins énergétiques. Cependant, cette dépendance a entraîné des coûts élevés et une fiabilité limitée de l'approvisionnement en électricité. Dans ce contexte, le gouvernement congolais a entrepris des initiatives visant à exploiter le potentiel hydroélectrique du pays. Parmi les projets emblématiques figurent le barrage d'Inga. Il est l'un des plus importants projets hydroélectriques au monde. De plus, le pays développe d'autres projets de taille plus

modeste, mais tout aussi stratégiques, à travers son étendue.

L'achèvement de ces projets de barrages électriques offrira à la RDC



la possibilité de devenir un exportateur majeur d'électricité en Afrique. Les avantages potentiels vont au-delà de la simple fourniture d'énergie. Car l'électrification accrue du pays pour-

rait stimuler le développement industriel. Il pourra également favoriser la création d'emplois et améliorer les conditions de vie des populations lo-

défis. Des questions relatives à l'impact environnemental, à la réinstallation des communautés locales et à la gouvernance des ressources naturelles doivent être soigneusement prises en compte. De plus, des investissements importants dans les infrastructures de transmission et la modernisation du réseau électrique seront nécessaires pour garantir que l'énergie produite puisse être distribuée de manière efficace et équitable à travers le pays.

En conclusion, l'essor des barrages électriques en RDC représente une opportunité majeure pour le pays de diversifier son mix énergétique, de stimuler sa croissance économique et de favoriser le développement durable. Cependant, pour concrétiser pleinement ces avantages, il est essentiel que les acteurs gouvernementaux, les investisseurs et les parties prenantes s'engagent à gérer de manière responsable les défis liés à cette expansion, tout en veillant à ce que les bénéfices de cette croissance soient partagés de manière équitable par l'ensemble de la population.

Magazine la Guardia / LRP

Entrepreneuriat : plus de 100 femmes et jeunes formés à l'artisanat et technologie

Plus de 100 femmes et jeunes ont été formés à Kinshasa, en République démocratique du Congo aux métiers d'artisanat et de technologie par un centre dénommé "Maman nde mobateli", en vue de favoriser leur autonomie financière, a appris lundi l'ACP de source associative.

"Je suis contente de prendre part à la clôture de cette session de plus de 100 femmes et jeunes bénéficiaires d'une formation en entrepreneuriat, aux métiers d'artisanat et de technologie initiée par notre organisation dans la commune de Kalamu, notamment, sur la coupe couture, le photographie, le make-up professionnel, le perlage, l'alphabétisation et l'informatique", a déclaré Mme Colette Tshomba, présidente de cette plateforme.

Cette formation visait également la réduction du taux de la pauvreté et de

chômage en RDC, a-t-elle ajouté à la cérémonie de clôture de cette session



de formation. Selon elle, cette session de forma-

tion cadre avec la vision du Chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi

sances acquises en les mettant au service de la société congolaise.

"Nous travaillons pour l'autonomisation de la femme. Nous avons aussi des hommes ici. Ils sont tous là pour apprendre les métiers. Je suis très émerveillée de leur exposition. Nous allons organiser pour eux une activité d'exposition pour les mettre sous les projecteurs et faire valoir leurs talents perfectionnés", a promis Mme Tshomba.

De leur côté, les formateurs ont remercié la présidente de la plateforme pour la confiance ainsi que les conditions de travail très adéquates mais également tous les candidats qui ont pris part à cette session de formation pour leur disponibilité et leur sens élevé d'assimilation des matières.

Cette session de formation accélérée de deux semaines est venue compléter la liste de plus de 1000 autres, femmes et jeunes qui avaient été encadrées en entrepreneuriat par Mme. Colette Tshomba, dans la commune de Bumbu, à travers sa structure "Maman nde mobateli" (Ndlr: c'est la maman nde est protectrice).

ACP/ LRP

Finances : le gouvernement compte emprunter 60 milliards FC grâce aux bons du trésor

Le gouvernement de la République démocratique du Congo a lancé une adjudication des obligations du Trésor indexés sur le marché financier local de 60 milliards de francs congolais (22 millions USD), a indiqué lundi un communiqué du ministère des Finances.

"Le gouvernement, à travers le ministère des Finances, compte lever sur le marché financier, 60 milliards de francs congolais, soit près de 22 millions de dollars américains au taux de 2.650 le dollar américain", a-t-on lu dans le communiqué.

A cet effet, les soumissionnaires

Le ministère des Finances, auteur du communiqué, a précisé que toute souscription faite après l'heure indiquée sera rejetée. Elle a une durée de 6 mois, la date du remboursement est fixée au jeudi 11 juillet 2024.

Un bon du Trésor est un titre d'emprunt émis par l'Etat et remboursable à échéance. En République démocratique du Congo, c'est le gouvernement qui émet les titres d'emprunt par le canal du Trésor public.

Quand un opérateur économique ou un particulier achète un Bon du Trésor, il prête de l'argent à l'Etat et devient, en quelque sorte, son créancier.

Tshilombo, consistant à faire de l'autonomisation de la femme une réalité, avant de féliciter les apprenants pour leurs réalisations à titre des travaux pratiques : sacs en perles et en pagne, sous-plats, calendrier en pagne, chapeau, babouches, boucle d'oreille en pagne.

Elle a en outre, demandé aux r

Nord-Kivu : le palmier à huile contribue à l'enrichissement des paysans, affirme un exploitant agricole

Le palmier à huile contribue efficacement à l'enrichissement des agriculteurs de Mutwanga, chef-lieu

Selon lui, ces bénéfices permettent aux paysans de nourrir leurs familles, d'acheter et de construire des loge-



du secteur Ruwenzori en territoire de Beni, province du Nord-Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris lundi de source locale.

"La culture du palmier à huile est une avancée significative dans l'enrichissement des agriculteurs de Mutwanga dans le Nord-Kivu, car l'huile de palme comme l'une des dérivées génère des recettes qui améliorent le niveau de vie des agriculteurs", a déclaré M. José Sikiminywa, un exploitant agricole en séjour à Kinshasa.

ments et d', de payer les frais scolaires de leurs enfants.

Actuellement le prix d'un bidon d'huile de palme cinq litre varie entre vingt-neuf mille et trente mille franc congolais au lieu de vingt-trois mille et vingt-quatre mille francs congolais auparavant.

Face à ce soulagement vital, M. Sikiminywa a plaidé pour l'intensification et l'encouragement de cette culture par le gouvernement dans cette partie du pays.

ACP/ LRP



intéressés par cette opération au profit du Trésor public ont été priés de se présenter au siège de la Banque centrale du Congo (BCC), mardi 09 janvier 2024 avant 11 heures.

Garanti à 100 % par le gouvernement qui l'émet, le bon du Trésor est l'un des placements les plus sûrs sur le marché monétaire.

LRP

Goma : au moins 175 ménages de déplacés gérés par des mineurs

Au moins 175 ménages de déplacés sont gérés par des mineurs au camp des déplacés de Don Bosco, situé au Nord de la ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu.

Ces enfants qui assument les responsabilités de chefs de familles sont soit orphelins ayant fui la guerre avec leurs cadets, soit ceux dont les parents sont morts dans les camps de déplacés et d'autres ayant perdu le contact avec leurs parents en fuyant.

Selon des sources locales, dans ces familles, les aînés encadrent leurs cadets.

Une responsabilité difficile à assumer dans un contexte de déplacement.

" Je lave mes petits frères, les habilles et à la fin de la journée je leur prépare à manger ", a expliqué Francine Gasore,

âgée de 14 ans et étant respon-

Entre la douche le matin, et

de bonne volonté nous donnent, nous venons préparer. Nous n'avons pas d'habits, nous n'avons pas de parents. Si vous avez quelque chose pour nous aider, venez ", a-elle poursuivi.

Selon les responsables du camp de déplacés Don Bosco, ces ménages dirigés par les enfants mineurs sont une priorité lors des distributions de l'aide humanitaire.

Malgré cette attention particulière, la situation des enfants déplacés chefs de ménages n'est pas facile.

Kizito Magayane, vice-président de ce site, pense qu'il faut que la paix revienne pour éviter aux enfants de supporter des responsabilités qui les dépassent : " Vous savez qu'à l'âge de 12 ans, 14 ans et de 16 ans, être responsable de ses petits frères, de ses petites sœurs, ce n'est pas une vie facile. Donc, l'idéal, c'était de regagner nos villages ou la grande famille élargie peut prendre notre responsabilité ".

RO / LRP



Une vue extérieure des classes pour enfants déplacés à l'EP Mboga de Kanyaruchinya. Décembre 2022. Radio Okapi/Ph. Rosalie

sable de ses trois cadets.

le repas du soir, elle pense à tout ce qui manque à ses cadets et essaie d'y répondre. Mais elle est dépassée.

" Nous sommes là, nous sortons du camp pour aller demander à manger. Lorsque les gens

Parc des Virunga : l'ICCN autorise l'occupation de l'espace " Congo ya sika "

L'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) a autorisé, depuis dimanche 7 janvier, les habitants du quartier " Congo ya Sika ", de la cité frontalière de Kasindi, à mener leurs activités humaines dans cet espace, partie intégrante du parc national des Virunga.

Cette décision a été prise à Kasindi après un travail de cinq jours regroupant des représentants de la communauté locale, les autorités et une délégation du gouvernement provincial du Nord-Kivu et de l'ICCN.

humaines y sont autorisées.

Néanmoins, un espace sera réservé pour les maisons de passage de l'ICCN dans le dit quartier.

La récolte des cultures agricoles situées dans le parc, à l'intérieur de la clôture est autorisée uniquement pour la saison en cours, tandis que les constructions devront être évacuées avant la fin de l'érection de la clôture électrique au niveau de la limite provisoire du parc national des Virunga, a conclu ce communiqué conjoint.

Kongo-Central : le Beach de Luozi délocalisé à 10 km suite au débordement des eaux du fleuve

La cité de Luozi, en territoire du même nom, dans la province du Kongo-Central, fait face depuis bientôt près de 3 semaines à la montée des eaux du fleuve Congo, à la base de la délocalisation provisoire de son Beach, du quartier Kimvungu au quar-

et piétons dans le bac étant submergée.

La société civile locale demande aux autorités provinciales et nationales d'intervenir en urgence pour décanter la situation et faciliter un bon passage pour la population, surtout



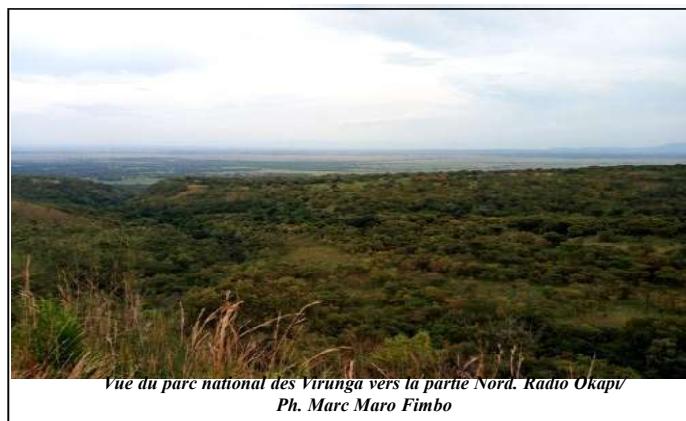
tier 1 dans la cité de Luozi, à une distance de près de 10 km.

En conséquence, les élèves qui fréquentent les écoles situées sur l'autre rive de la grande rivière Luozi sont obligés de payer 200 FC avant chaque traversée en pirogue. Alors qu'avant cette situation, ces derniers prenaient gratuitement le bac, la passerelle donnant accès aux véhicules

des élèves.

Signalons que plusieurs maisons, écoles et églises sont inondées et d'autres écroulées suite à cette crue, le château d'eau qui distribue l'eau potable dans cette partie du Kongo-Central est sous les eaux perturbant son bon fonctionnement.

LRP



Vue du parc national des Virunga vers la partie Nord. Radio Okapi Ph. Marc Maro Fimbo

Toutefois, cette occupation est la résultante d'un compromis provisoire, selon le communiqué final de cette rencontre.

Cette limite dite provisoire sera d'application jusqu'à la décision finale du Gouvernement central sur le déplacement ou pas du quartier dit " Congo ya Sika ", situé dans le parc national des Virunga et toutes les activités

Cette décision ne satisfait pas totalement la Nouvelle société civile du secteur de Ruwenzori.

Son coordonnateur, Meleki Mulala, a plutôt penché pour la modification de la loi dite loi 14, qui intègre l'étendue du quartier Congo ya Sika dans le parc national des Virunga.

RO / LRP

L'ULKIS remet officiellement les diplômes à ses lauréats pour la première fois depuis 2017

Une cérémonie sobre mais pleine de significations a été organisée, le samedi 06 janvier 2024, par l'Université Libre de Kisangani (ULKIS) dans ses installations, sise avenue du 30 Octobre dans la commune Makiso, à Kisangani. Il s'agit de la remise officielle des diplômes à ses lauréats, une première fois depuis 2017 dans cette institution privée et agréée de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU).

C'était en présence des membres du Comité de gestion, des personnels académique, scientifique et administratif, technique et ouvrier (PATO) et étudiants de cet alma mater, des familles des lauréats ainsi que de plusieurs invités.

Un jour glorieux et magnifique

Dans son speech, le président du Conseil d'administration (PCA) de l'ULKIS a qualifié ce jour de glorieux et de magnifique. " Nous vous remettons officiellement vos diplômes parce que vous les méritez ", a dit d'entrée du jeu le Dr et CT Amos Jungbi Singa à l'intention des diplômés à l'honneur.

Selon le PCA de cette université privée et agréée, qui en est aussi le fondateur, cette cérémonie témoigne que l'ULKIS est reconnue par les autorités nationales et est capable de délivrer les diplômes à ses lauréats. " Agréée par une ordonnance présidentielle en 2017, l'ULKIS est régie par le ministère de l'ESU. Partout en République Démocratique du Congo, les diplômés sont les mêmes et leurs détenteurs jouissent, tous, des mêmes valeurs et reconnues à tous les étudiants du pays ", a renchéri le Dr et CT Amos Jungbi Singa tout en reconnaissant que les titres académiques auxquels avaient droit les diplômés de son institution étaient longtemps at-

TShopo à faire confiance à cet établissement privé et agréé de l'ESU en y envoyant leurs enfants car, leur a-t-il rassuré, ils ne seront pas déçus.

L'occasion faisant le larron, le PCA

des doutes ne planent plus sur sa reconnaissance officielle.

Le recteur de l'ULKIS a saisi cette opportunité pour en appeler aux heureux diplômés à la créativité et à la

pas fait le 1er cycle à l'ULKIS contrairement à celui qui y a fait les deux cycles pour lequel seulement les relevés de cotes sont exigées.

Par la bouche de l'un d'eux, les lauréats ont exprimé leur joie à eux qui avaient obtenu leurs diplômes les années passées et qui viennent d'entrer en possession de leurs titres académiques. Ils ont remercié les autorités nationales en général et celles du secteur de l'ESU en particulier. Ils ont enfin félicité les autorités de l'ULKIS pour le combat qu'elles ont mené afin d'arracher auprès de la hiérarchie nationale les diplômes qui sectionnent leur passage à cet alma mater.

La cérémonie de la remise des diplômes aux anciens diplômés était suivie par la rentrée de l'année académique 2023-2024, qui y a eu lieu le lundi 08 janvier dernier. A en croire le milieu proche du Conseil d'administration, toutes les conditions d'accueil des anciens et nouveaux étudiants y sont réunies par toutes les différentes catégories du personnel.

Plus de 200 lauréats largués sur le marché d'emploi l'année passée

A la double cérémonie de la collation des grandes et de la clôture de l'année académique 2022-2023, le lundi 30 octobre 2023, l'ULKIS a largué sur le marché d'emploi un peu plus de 200 lauréats de différentes facultés qui y fonctionnent. C'était en présence de Mme Gisèle Bombele, conseillère politique du ministre de l'ESU, M. Muhindo Nzangi Butondo, dans l'enceinte de cette institution.

L'ULKIS a fonctionné l'année académique écoulée avec un personnel dont les effectifs se présente de la manière suivante, selon les statistiques communiquées par son secrétaire général académique, le Pr Alphonse Mbate Lupika : 4 professeurs ordinaires (PO), 31 chefs de travaux, 5 assistants de 2ème mandat et 6



De gauche à droite : le recteur Dimanche Yenga, le PCA Amos Jungbi et le SGAC Alphonse Mbate. Photo Rmb

Amos Jungbi a informé les docteurs en médecine de l'ULKIS de l'organisation, vers fin février 2024 d'un test pour entamer la deuxième étape, celle d'être inscrits au tableau de l'ordre. " Ne craignez rien, vous aurez devant vous les mêmes enseignants qui vous ont encadrés et les matières que vous avez apprises durant votre cursus académique ", leur a-t-il encouragé en vue de leur réarmement moral.

Les diplômés en possession d'un document de valeur

Le recteur de l'ULKIS, le Pr Dimanche Yenga Bombeku a, dans son allocution, rappelé que plusieurs collations de grades académiques ont été organisées par cet alma mater depuis 2017. " Cependant, la remise symbolique des diplômes au niveau du graduat, de la licence et du docto-

compétitivité dans leur vie après leur formation dans cette institution.

" Nous vous remettons ce jour la chef passe-partout, telle est la vocation de l'ULKIS que nous avons priés de ne pas oublier comme étant votre école de formation sur les portes vous sont ouvertes ", a conscientisé le Pr Dimanche Yenga en s'adressant aux diplômés à l'honneur avant de remercier le ministre de l'ESU, Muhindo Nzangi Butondo et ses services pour la dérivation de ces diplômés.

Précision importante

Il a toutefois tenu à apporter cette précision : " C'est le diplôme normal de l'année académique 2022-2023, c'est le don du ministre Muhindo Nzangi. S'agissant du diplôme de l'institution, un lot a été commandé à l'Hôtel des Monnaies à Kinshasa et est arrivé à Kisangani dont le retrait se fait moyennant les formalités. Le diplôme sera retourné à Kinshasa en vue de la signature par le ministre de



Les membres du comité de gestion, les enseignants et les lauréats posent en famille. Photo Rmb

tendus dans le monde professionnel.

Et lui de les conseiller : " Réjouissez-vous de ces diplômes et gardez-les jalousement. Vous êtes nos partenaires, des cadres de référence auxquels nous pouvons recourir à chaque fois que nous aurons besoin de vous "

La remise officielle, pour la première fois depuis 2017, des diplômes délivrés et signés par le ministre de l'ESU, M. Muhindo Nzangi Butondo vient mettre fin à toutes sortes de rumeurs qui soutenaient que l'ULKIS n'est pas reconnue. Raison pour laquelle son PCA et fondateur a appelé les parents de la province de la

rat en médecine vaut toute son importance étant donné que les lauréats rentreraient chez eux sans un document de valeur ", a-t-il souligné.

A ce propos, pour le Pr Dimanche Yenga, cette cérémonie est sobre mais pleine de significations ci-après : l'ULKIS clôture chaque année académique par la collation des grades ; l'ULKIS n'a pas baissé son logo ou vidé sa devise qui est et reste : Qualité, Excellence, Méritocratie ; l'ULKIS certifie à l'opinion nationale et internationale son agrément en RD Congo ; l'ULKIS fait appel à la population de la ville de Kisangani et d'ailleurs à y prendre l'inscription car



Une vue des diplômés à l'honneur. Photo Rmb

tutelle "

Environ 250 diplômés, toutes facultés organisées confondues, sont appelés à retirer leurs diplômes délivrés par le ministère de l'ESU. En exécution des instructions du secrétariat général à l'ESU, le lauréat doit se conformer à certaines conditions avant de retirer son diplôme parmi lesquelles payer 10 USD demandés par le ministère pour celui qui ne l'a pas fait et présenter le diplôme de graduat, les relevés de cotes et toutes les pièces probantes pour celui qui n'a

assistants de 1er mandat sans compter les membres du personnel administratif, technique et ouvrier (PATO)

Membre du Groupe ULK (Université Libre de Kinshasa), l'Université Libre de Kisangani (ULKIS) compte les facultés suivantes : Informatique, Sciences sociales, administratives et politiques (SSAP), Droit, Economie, Sciences de l'Information et de la Communication (SIC), Sciences des Santé et Santé publique. Un peu plus 30 filières y sont organisées.

Gilbert Risasi Sindano

Discriminés par la loi n°16/009 du 15 juillet 2016

Les OSC réfléchissent sur la stratégie intégrée de plaidoyer en faveur d'une loi spécifique sur la protection des acteurs de la société civile

Dans le cadre du projet sur la sécurité sociale des acteurs de la société civile, le Comité National

commune de Lingwala.

Dans son mot de bienvenue, la Secrétaire permanente du CONAFED,

saluée comme une avancée significa-

teur informel", a-t-elle souligné.



tive qui tente de faire progresser la volonté politique, cette même loi ne

En outre, "si vous n'avez pas cotisé pendant 15 ans vous ne bénéfici-

Femme et Développement, CONAFED, avec l'appui financier d'Olof Palme International Center, organise du 09 au 10 janvier 2024, un atelier de restitution de la stratégie de plaidoyer pour la sécurité sociale des acteurs de la Société civile et ceux du Secteur Informel en RDC.

L'objectif est de contribuer à la sécurité sociale des acteurs de la société civile, aussi, ceux du secteur informel.

30 participants prennent part à ces assises dans la salle Kundelungu du Bâtiment de la territoriale, dans la

Mme Jeanne Nzuzi a précisé que cette question doit interpeller tout le monde. Elle a fait savoir que les membres du mouvement associatif qui tombent malades, font recours à leurs familles pour se faire soigner. De même quand il s'agit d'organiser des obsèques, il faut attendre les cotisations des membres. "Nous sommes humanitaires, nous accompagnons les autres. Aujourd'hui, il est temps pour que nous puissions nous regarder et penser à nous. L'État congolais doit s'occuper de nous. Bien que la loi n°16/009 du 15 juillet 2016 est



prend pas en compte les catégories de la société civile et celles du sec-

ciez pas des indemnités. C'est pourquoi, nous avons pensé à d'autres alternatives. Il s'agit entre autres de la mise en place d'une mutuelle", a indiqué la Secrétaire Permanente du CONAFED.

Elle a en outre précisé que l'atelier de ces deux jours, c'est pour essayer de trouver une stratégie ou une feuille de route en vue de lancer les démarches à suivre pour atteindre l'État.

Pour sa part l'expert Consultant à ces assises, M. Guy Mudumbula Makola a démontré les démarches à suivre pour que l'État s'occupe des acteurs de la société civile et ceux du secteur informel.

Il a présenté l'argumentaire de plaidoyer pour la sécurité sociale des acteurs de la société civile en RDC. Il a cité la constitution de la RDC qui donne mandat à la société civile et de travailler pour le secourir. "C'est une légitimité d'ordre moral. L'une des stratégies est que le Conseil Économique et Social soit notre allié pour nous conduire vers les décideurs", a-t-il dit. Aussi, la pétition.

Par ailleurs, une stratégie intégrée de plaidoyer multi-acteurs en faveur d'une loi spécifique portant mesures de protection sociale des acteurs de la société civile et du secteur informel en RDC été partagée pour amendement.

Génie Mulobo

Propagation croissante des prophéties sur la déstabilisation des Institutions publiques

Le CSAC rappelle à l'ordre les confessions religieuses, les ASBL, les ONG et les directeurs des programmes

Par Bibiche Mungungu

Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication (CSAC), porte à la connaissance des responsables des Confessions religieuses, des Associations Sans But Lucratif (ASBL) et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) que la constitution de la République Démocratique du Congo consacre la laïcité de l'Etat et garantit la liberté de culte pour tout citoyen, indique un communiqué du 09 janvier 2024 de cette institution d'appui à la démocratie.

Cependant, le Centre de monitoring du CSAC observe la propagation croissante des prophéties sur la déstabilisation des institutions publiques et autres messages séditionnels diffusés à travers les médias appelant à la désobéissance civile.

Le CSAC exhorte par contre les parties en cause à concourir par leurs activités aux efforts de la consolidation de la cohésion nationale et la paix sociale en République Démocratique du Congo.

Usant de ses missions légales, le

CSAC fustige la pratique décriée qui se généralise sur les médias et rappelle toutes les parties ainsi que les

directeurs par le présent communiqué tout en se réservant le droit, le cas échéant, de sanctionner tout dérapage en res-



directeurs des programmes des chaînes de télévision et de radio à l'or-

pect à la loi.

Climat : l'année 2023 a été la plus chaude jamais enregistrée, selon l'observatoire européen Copernicus

Ce n'est pas une surprise : l'année 2023 est la plus chaude de l'histoire, révèle ce mercredi l'observatoire européen Copernicus. Elle a notamment été marquée par une succession de statistiques records : les mois de juin à octobre ont été les plus chauds jamais enregistrés dans le monde.

"2023 est l'année la plus chaude jamais enregistrée", affirme ce mercredi Samantha Burgess, directrice adjointe du service sur le changement climatique de Copernicus (C3S), programme de l'Union européenne qui collecte des données sur l'état de la planète. Copernicus peut tirer cette conclusion avant même la fin de l'année, après avoir constaté les "températures extraordinaires de novembre". En novembre, il y a notamment eu "deux jours où il a fait 27°C de plus que lors de la période préindustrielle" (entre 1850 et 1900), souvent prise comme référence, explique la directrice adjointe.

Succession de records

"L'année 2023 a connu six mois de températures record, et deux records de saison", explique Samantha Burgess. En effet, les températures moyennes mondiales pendant les trois

mois de l'été (juin, juillet, août) ont été les plus élevées jamais mesurées. En juillet, la température moyenne



globale a même atteint 16,9°C : c'est 1,5°C au-dessus du niveau préindustriel, la limite fixée par les Accords de Paris.

Les mois de septembre et d'octobre ont aussi été les plus chauds jamais enregistrés, et l'automne 2023 s'annonce déjà comme "le plus chaud jamais enregistré depuis 1900", d'après Météo France. Ces températures sont accompagnées de sécheresses synonymes de famines, d'incendies dévastateurs ou d'ouragans

renforcés.

Pendant l'année, il a fait en moyenne 1,46°C de plus qu'entre

1850 et 1900. L'année 2023 a été plus chaude de 0,13°C que l'année 2016, qui détenait le record de chaleur.

"La température continuera d'augmenter"

Carlo Buontempo, le directeur du

francebleu.fr / LRP

Sud-Kivu : pénurie d'eau potable dans la ville de Bukavu

Plusieurs quartiers de la ville de Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu connaissent, depuis le week-end dernier, une pénurie d'eau potable.

Et pour cause, la conduite principale d'eau située vers le lycée Wima et qui alimente la ville de Bukavu serait en train de céder.

La REGIDESO a cependant appelé les habitants de Bukavu à arrêter de construire sur ses conduites d'eau.

Le chef technique de la REGIDESO, ingénieur Franck Salumu appelle la population à ne pas contribuer à la destruction des conduites d'eau et les autorités à protéger ce site.

Pour le directeur régional de la REGIDESO, la meilleure solution pour éviter des panses d'eau dans la ville est de démolir les maisons sur ce site

C3S, n'est guère optimiste quant à l'évolution du réchauffement climatique : "Tant que les concentrations de gaz à effet de serre continueront d'augmenter, nous ne pouvons pas nous attendre à des résultats différents de ceux observés cette année", affirme le directeur. "La température continuera d'augmenter, tout comme les conséquences des vagues de chaleur et de sécheresse", pose Carlo Buontempo. Pour lui, la solution est toute trouvée : "Atteindre la neutralité carbone le plus rapidement possible est un moyen efficace de gérer les risques climatiques".

Méthodologie

Copernicus est une composante du programme spatial, spécialisée dans l'observation de la Terre. Il recueille ses données par satellite et "in situ", depuis des navires, des avions et des stations météorologiques situées un peu partout sur le globe.

RDC : plus de 500 maisons inondées après le débordement des eaux de rivières entre Walikale et Kalehe

Plus de 500 maisons et quelques écoles sont inondées, depuis trois jours, à Hombo Nord et Hombo Sud entre le territoire de Walikale (Nord-Kivu) et celui de Kalehe (Sud-Kivu).

Selon les sources sur place, la catastrophe est due au débordement des eaux de deux rivières Luhomo et Hombo à la suite de fortes pluies qui se sont abattues samedi 6 et dimanche 7 janvier, dans la zone.

Deux ponts ont été emportés par les eaux à savoir : pont de Tshambutsha, et le pont de Kashasha. Plusieurs écoles sont inondées

Ushirika, et voire le complexe scolaire de Hombo.

" Nous demandons au gouvernement national, ainsi qu'aux gouvernements provinciaux du Nord-Kivu et Sud-Kivu, de voir comment venir en aide aux victimes qui passent nuit à la belle étoile depuis ce samedi dernier. Et même les cours n'ont pas repris dans ces établissements scolaires ", a fait savoir le président de la jeunesse communautaire Tembo de Walikale, Donatien Kibuya.

Cependant aucune perte en vie humain n'a été signalée à la suite de

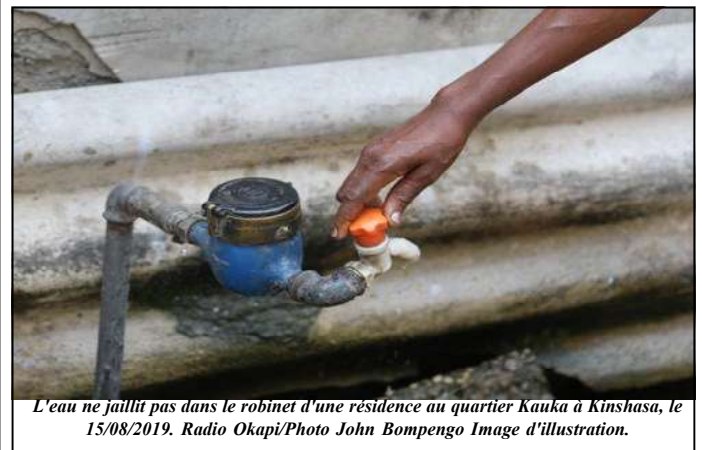
de céder entre le lycée Wima et l'ISTEM. Donc, nous appelons la population vraiment à revenir au civisme et à protéger cette conduite-là parce que c'est la conduite principale qui alimente toute la ville de Bukavu. Si nous arrivons aujourd'hui à ne pas réparer cette conduite c'est parce que chaque fois qu'il y a ces mouvements de terre et puis ces eaux de ruissellement qui s'enfoncent à cet endroit et qui fragilisent la base de cette conduite ", se plaint le directeur régional de la REGIDESO.

Il a invité la population à " revenir à de bons sentiments parce que l'eau c'est la vie, fragiliser les ouvrages de la REGIDESO c'est vraiment suicidaire pour la population elle-même "

Ce cadre de la REGIDESO a par ailleurs lancé l'appel à toutes les



Inondations provoquées par la pluie diluvienne du 17/04/2020 dans la ville d'Uvira. Radio Okapi/Ph Fiston Ngoma.



L'eau ne jaillit pas dans le robinet d'une résidence au quartier Kauka à Kinshasa, le 15/08/2019. Radio Okapi/Photo John Bompengo Image d'illustration.

notamment l'EP Tshambutsha, l'EP Hombo, Institut Tshambutsha, Institut

cette catastrophe naturelle

RO / LRP

et qu'on plante les arbres.

" Vous savez que c'est une situation qui devient de plus en plus récurrente où notre conduite est en train

autorités compétentes pour que le site compris entre le lycée Wima et l'ISTEM soit protégé.

RO / LRP

Gabriel Attal nommé plus jeune Premier ministre français alors que Macron cherche à rafraîchir sa présidence

Le président français Emmanuel Macron a nommé mardi Gabriel Attal comme nouveau Premier ministre dans le cadre d'un remaniement ministériel visant à relancer les trois dernières années de sa présidence.

Après des jours d'intenses manœuvres en coulisses, l'actuel ministre de l'Éducation, Gabriel Attal, a été nommé nouveau Premier ministre, le quatrième depuis 2017 sous Macron.

Agé de 34 ans, il est le plus jeune et le premier chef de gouvernement ouvertement homosexuel de France, a déclaré à l'AFP une source proche de la présidence.

Macron a accepté lundi soir la démission d'Elisabeth Borne, 62 ans, après moins de deux ans de mandat.

Attal est considéré comme une personnalité plus politique que le technocrate Borne, et les sondages le montrent comme le ministre le plus populaire du gouvernement.

Dans le système français, le président fixe les politiques générales et le Premier ministre est responsable de la gestion quotidienne du gouvernement, ce qui signifie que ce dernier paie souvent le prix lorsqu'une administration rencontre des turbulences.

Confirmant cette décision sur les réseaux sociaux, Macron a déclaré qu'il souhaitait que le nouveau Premier ministre ramène l'esprit de changement audacieux qu'il avait promis lors de sa première campagne.

"Je sais que je peux compter sur votre énergie et votre engagement", a déclaré Macron sur X, ajoutant qu'Attal agirait dans le respect de l'esprit "d'excellence et d'audace" de 2017.

Mode crise

Ce remaniement intervient avant les

un leader "canard boiteux" après une série de crises.

Depuis qu'il a battu l'extrême droite pour remporter un second mandat en 2022, Macron a été confronté à des protestations contre les réformes impopulaires des retraites,

Une pile écrasante d'urgences

Le quotidien conservateur Le Figaro estime que Borne sort d'une situation politique "qui reste toujours aussi fragile".

"Changer de visage au sommet ne change pas le tableau d'ensemble", a déclaré le journal, ajoutant que le successeur de Borne était confronté à "une énorme pile d'urgences politiques", y compris la tâche d'unifier une nation fragmentée.

La lettre de démission de Borne à Macron, dont une copie a été consultée par l'AFP, laisse entendre qu'elle aurait préféré rester à son poste.

"Alors que je dois présenter la démission de mon gouvernement, je voulais vous dire à quel point cette mission me passionne", a-t-elle écrit.

Macron a remercié Borne, la deuxième femme à diriger le gouvernement français, pour "le travail au service de notre nation qui a été exemplaire au quotidien".

Le ministre des Transports Clément Beaune, a remercié Borne sur X pour son "courage" et ses "convictions".

Le parti de Macron, Renaissance, a également salué sur les réseaux sociaux les "20 mois de Premier ministre" de Borne.

Le leader du parti Renaissance au parlement Sylvain Maillard a également félicité Attal sur X en disant "Je suis sûr que vous saurez mener fidèlement notre projet et incarner les valeurs qui sont les nôtres".

RFI / LRP



(FILES) Cette combinaison de photos montre Elisabeth Borne (à gauche), alors Premier ministre français, et Gabriel Attal, nommé Premier ministre français le 9 janvier 2024. AFP - JOEL SAGET

Jeux olympiques de Paris et les élections européennes de cet été, où les forces centristes de Macron risquent d'être défaits face à l'extrême droite de Marine Le Pen.

Les commentateurs considèrent ce remaniement comme essentiel pour relancer la présidence centriste de Macron au cours de ses trois dernières années et éviter qu'il ne devienne

la perte de sa majorité absolue aux élections législatives et la controverse sur la législation sur l'immigration.

Même si Macron ne peut pas se représenter aux élections présidentielles de 2027, la relance de son gouvernement est considérée comme cruciale pour empêcher Le Pen de devenir présidente.

La Somalie signe une loi "annulant" l'accord portuaire entre l'Éthiopie et le Somaliland

Le président somalien a signé une loi "annulant" un accord controversé entre l'Éthiopie et le Somaliland, un geste largement symbolique du mécontentement de son gouvernement face à l'accord visant à accéder à l'accès au port.

Le président Hassan Sheikh Mohamud a déclaré que la loi annulait l'accord "illégal" donnant à l'Éthio-

territoriale conformément au droit international", a écrit le président sur la plateforme de médias sociaux X, anciennement Twitter.

Le gouvernement central de Mogadiscio s'est engagé à s'opposer vigoureusement, par tous les moyens légaux, à l'accord portuaire entre la puissance régionale éthiopienne et le Somaliland, dont la revendication d'in-

sur les affaires de l'État de facto, qui possède son propre gouvernement, ses propres forces de sécurité, sa propre monnaie et un long littoral sur l'une des routes maritimes les plus fréquentées du monde.

Les dirigeants du Somaliland ont déclaré que l'Éthiopie "reconnaît formellement la République du

Le protocole d'accord donne à l'Éthiopie l'accès à des services maritimes commerciaux et à une base militaire, le Somaliland lui louant 20 kilomètres (12 miles) de côtes pour 50 ans.

L'Éthiopie, le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique et l'un des plus grands pays enclavés du monde, a été



Des manifestants somaliens brandissent des banderoles et scandent des slogans lors d'une manifestation de soutien au gouvernement somalien suite à l'accord portuaire signé entre l'Éthiopie et la région séparatiste du Somaliland, au stade Eng Yarisow à Mogadiscio, le 3 janvier 2024. AFP - ABDISHUKRI HAYBE



Une photo prise le 5 décembre 2015 montre le port de Berbera au Somaliland. © ZACHARIAS ABUBEKER / AFP

Somaliland" dans le cadre de l'accord, mais cela n'a pas été confirmé par le gouvernement d'Addis-Abeba.

Les tensions montent, les appels au calme

L'accord a accru les tensions dans la Corne de l'Afrique et l'Union africaine, les États-Unis, l'Union européenne et la Ligue arabe ont appelé au calme et au respect de la souveraineté de la Somalie.

coupée de la côte après la sécession de l'Érythrée et sa déclaration d'indépendance en 1993, après trois décennies de guerre.

Addis-Abeba avait maintenu l'accès à un port en Érythrée jusqu'à ce que les deux pays entrent en guerre en 1998-2000, et depuis lors, l'Éthiopie achemine la majeure partie de son commerce via Djibouti.

(avec AFP)

pie enclavée un accès longtemps recherché à la mer Rouge via le Somaliland, une région séparatiste du nord-ouest sur laquelle la Somalie exerce peu d'autorité réelle.

L'adoption du projet de loi samedi soir "est une illustration de notre engagement à sauvegarder notre unité, notre souveraineté et notre intégrité

dépendance de la Somalie en 1991 n'est pas reconnue internationalement.

La Somalie a qualifié l'accord surprise signé lundi d'acte "d'agression" et de violation de sa souveraineté, et a appelé au soutien international.

Il s'oppose fermement à la revendication d'indépendance du Somaliland, mais n'a en réalité que peu de pouvoir

La junte militaire du Niger libère sous caution le fils du président déchu

Salem Bazoum, le fils du président nigérien Mohamed Bazoum, renversé lors d'un coup d'État l'année dernière, a été provisoirement libéré lundi, selon le tribunal militaire de Niamey.

Dans un document judiciaire consulté par l'AFP, Salem Bazoum a bénéficié d'une "libération provisoire"

dence présidentielle.

Une source proche du président déchu a indiqué à l'AFP que Salem Bazoum avait quitté Niamey pour Lomé, la capitale du Togo, où il est arrivé lundi soir.

Un communiqué du gouvernement togolais a confirmé un accord pour la libération de Bazoum après une mé-

Le général Abdourahamane Tiani, dirigeant militaire, a déclaré que son régime souhaitait jusqu'à trois ans pour revenir à un gouvernement civil.

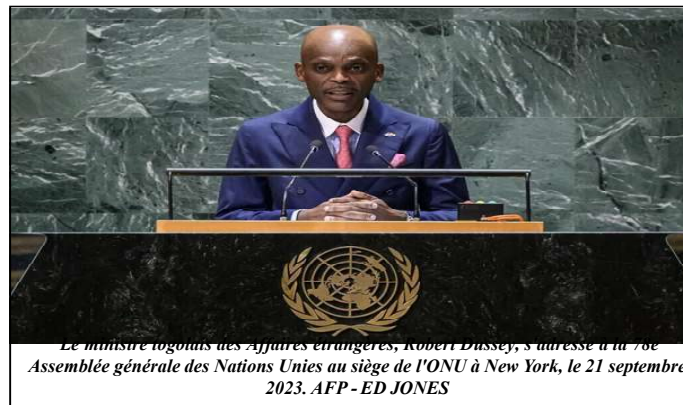
Le Togo fait partie de plusieurs États d'Afrique de l'Ouest impliqués

contenu et le calendrier de la transition" avec le Premier ministre.

Le nouveau régime militaire s'est éloigné des partenaires européens jusqu'alors proches du Niger - notamment la France - et s'est rapproché de deux



DOSSIER- Le président nigérien Mohamed Bazoum au palais présidentiel à Niamey, Niger, le 16 mars 2023. AP - Boureïma Hama



Le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, s'adresse à l'Assemblée générale des Nations Unies au siège de l'ONU à New York, le 21 septembre 2023. AFP - ED JONES

après avoir été détenu avec ses parents depuis l'arrivée au pouvoir de la garde présidentielle le 26 juillet 2023.

Le document ajoute qu'il lui appartient "de répondre à la justice dès qu'il y est invité".

Les parents du jeune homme de 22 ans restent en garde à vue à la rési-

diation du Togo et de la Sierra Leone, mais n'a donné aucun détail sur le sort de Bazoum.

Transition de trois ans

Le Niger est dirigé par des chefs militaires depuis le renversement du président élu Bazoum, qui a suscité la condamnation internationale.

dans une médiation avec le régime militaire nigérien.

Lundi, le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, était à Niamey, où il a rencontré le Premier ministre du Niger nommé par la junte, selon la télévision publique nigérienne.

Cela faisait suite à un voyage de Dussey à la mi-décembre, où il avait déclaré avoir trouvé un accord "sur le

de ses voisins, le Mali et le Burkina Faso, qui, après les récents coups d'État, sont également dirigés par des militaires.

Les dernières troupes françaises se sont retirées du Niger en décembre.

Comme le Burkina Faso et le Mali voisins, le Niger est confronté à des violences djihadistes persistantes, en particulier dans la zone dite des trois frontières, où se rencontrent les trois pays du Sahel.

Des sanctions sévères

Après l'éviction de Bazoum, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a également imposé de sévères sanctions économiques et financières à Niamey.

Les prix des denrées alimentaires ont augmenté et il y a une pénurie de certains produits de base, comme les médicaments, dans ce qui est l'un des pays les plus pauvres du monde.

Le Togo fait partie de nombreux pays qui ont récemment assoupli leur position à l'égard des autorités nigériennes.

Le président béninois, Patrice Talon, a appelé le mois dernier au rétablissement rapide des relations entre son pays et le Niger voisin.

Une semaine plus tard, le Bénin a levé sa suspension des marchandises importées transitant vers le Niger via le port de Cotonou après cinq mois de sanctions.

Le Niger est actuellement toujours suspendu de la Cedeao - qui a déclaré que la libération de Bazoum et son retour au pouvoir faisaient partie des conditions d'un assouplissement des sanctions.

Plusieurs anciens responsables du gouvernement renversé ont été arrêtés et d'autres sont en exil.

L'ancien ministre de l'énergie Ibrahim Yacoubou a été arrêté la semaine dernière à son retour au pays.

À la Une : le nouveau visage de la Chinafrique

Le Monde Afrique fait le point sur les relations économiques entre la Chine et le continent : des relations qui sont " à un tournant comme l'illustre la chute spectaculaire des prêts chinois accordés aux pays subsahariens. Pékin est en retrait mais ses entreprises devraient continuer à aller de l'avant. "

En effet, précise Le Monde Afrique, " après plus de vingt ans d'un activisme qui a placé l'ancien empire du Milieu en situation d'hégémonie éco-

des prêts officiels chinois accordés aux pays subsahariens. En 2022, selon l'université de Boston, ceux-ci n'ont même pas atteint 1 milliard de dollars (920 millions d'euros), pour la première fois depuis dix-huit ans. (...) Autre indice : lors de l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique qui s'est tenue dans la province chinoise du Hunan en juin dernier, des projets ont été signés pour quelque 10 milliards de dollars, soit moitié moins qu'au dernier salon, en 2019. "Le

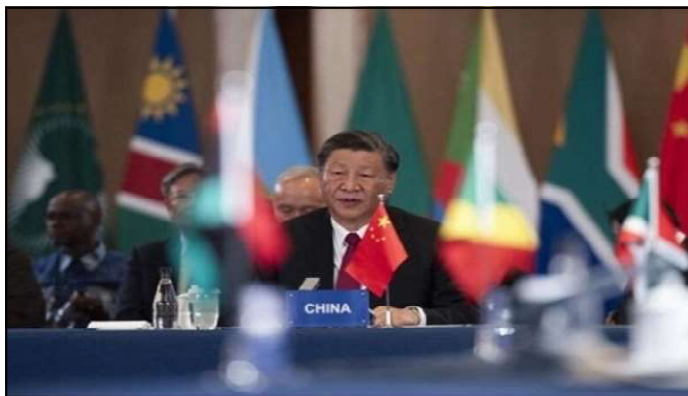
tions internationales. "

Une économie au ralenti...

Alors, pourquoi cette soudaine sobriété ? Réponse du Monde Afrique : " Cette pondération trouve son origine dans les difficultés intérieures d'une Chine qui tourne au ralenti. Rattrapée par la crise immobilière, le chômage des jeunes et la baisse des exportations, la deuxième économie mondiale se convertit au réalisme budgétaire. L'ensemble du projet phare du président chinois, Xi Jinping, les "nouvelles routes de la soie", s'en ressent : dix ans après son lancement, les ambitions sont revues à la baisse un peu partout. Alors que les réserves de l'État s'amenuisent, Pékin ne veut pas se retrouver pris au piège de dettes insolubles chez ses partenaires. Y compris en Afrique, où la Chine est devenue le principal créancier bilatéral d'une poignée de pays comme la Zambie, l'Éthiopie ou le Kenya, dont certains sont aujourd'hui en défaut de paiement ou sur la voie du surendettement. "

Toutefois, tempère Le Monde Afrique, la Chine reste " le premier partenaire commercial de l'Afrique, et ce, depuis 2009. Les chiffres sont éditants. De 2000 à 2022, la valeur des échanges a été multipliée par près de trente, pour atteindre 282 milliards de dollars. "

RFI / LRP



Le président chinois, Xi Jinping, lors du sommet des Brics à Johannesburg, le 24 août 2023. AFP - ALET PRETORIUS

nomique au sud du Sahara, la dynamique est en train de se tasser. Une tendance illustrée par la chute brutale

temps de l'argent facile est révolu", confirme Thierry Vircoulon, chercheur associé à l'Institut français des rela-

CAN-Côte d'Ivoire 2023 : " Tout le monde est très concerné et prend bien conscience des choses petit à petit que la compétition arrive ", affirme Sébastien Desabre

Le sélectionneur-manager des Léoards seniors messieurs de la République démocratique du Congo a fait le point sur la préparation de son équipe depuis le début du stage à Abu Dhabi, aux Emirats Arabes Unis, au lendemain du match amical international disputé contre l'Angola (0-0).

Dans une interview accordée à la direction de communication de la Fédération Congolaise de Football Association (FECOFA), le patron du staff technique de la RDC affirme que la forme des joueurs s'est améliorée à l'issue de la première partie de travail.

" On avait des joueurs avec des disparates de forme due soit à l'inactivité du club, soit au repos entre Noël et le premier jour de l'an, d'autres qui ont continué à jouer. Donc, on a essayé de remettre tout le monde en forme en augmentant les charges de travail ponctué par un match amical hier contre l'Angola où on avait décidé de donner du temps de jeu à presque tout le monde pour pouvoir justement finaliser ce travail athlétique. ", a dit Sébastien Desabre.

" Pour l'instant, on est content, je suis surtout satisfait du professionnalisme, de la discipline et de l'implication des joueurs. On sent que tout le



monde est très concerné et prend bien conscience des choses petit à petit que la compétition arrive. ", a-t-il souligné.

Interrogé sur le résultat nul de cette rencontre face à l'Angola, l'entraîneur principal des Léoards s'est félicité de la qualité de jeu proposé par son

équipe, tout en estimant que le résultat importe peu pour les matchs de préparation.

" C'est vrai que c'est important de

gagner les matchs de préparation, mais le plus important, c'est quand même de gagner les matchs officiels. Et comme je vous ai dit, on s'est servi de ce match d'hier comme un match pour terminer ce travail athlétique. ", a-t-il expliqué.

Pour ce qui est de la compétition qui approche, il a reconnu que la RDC n'est pas favorite, mais elle va se battre pour aller le plus loin possible. Pour atteindre cette idéal, Sébastien Desabre compte également sur l'accompagnement des congolais dont l'apport a toujours eu de l'impact sur le travail de joueurs et du staff technique.

À noter que la RDC joue un deuxième match amical de préparation ce mercredi 10 janvier contre le Burkina Faso à Abu Dhabi, avant de se rendre à San Pedro, en Côte d'Ivoire, le 12 janvier prochain. Le match contre les étalons sera précédé de deux séances d'entraînement, a indiqué l'entraîneur Desabre.

Infos Direct / LRP

Football - CAN 2023 : la RDC va être un challenger dans cette compétition, estime Sébastien Desabre

Le sélectionneur national des Léoards de la République démocratique du Congo, Sébastien Desabre, a fixé les objectifs de l'équipe nationale à la 34e édition de la Coupe d'Afrique des nations prévue du 13 janvier au 11 février 2024 en Côte d'Ivoire.

En stage de préparation avec les fauves congolais à Abu Dhabi aux Emirats arabes unis, le technicien français de 47 ans n'exclut pas l'ex-

étape, c'est de franchir la phase des groupes, la deuxième étape, c'est d'aller en quart de finale et après quand on entre dans une compétition de toute manière, on ne se met pas des limites après, il y a des rapports de forces, il y a des réalités au football qui fait qu'il y a des favoris, nous ne sommes pas favoris, mais ce n'est pas une raison pour aller loin le plus loin en compétition ", a dit Sébastien



ploit de sa sélection au cours de cette CAN.

" Il faut savoir d'où l'on vient, la réalité est que la RDC n'était pas à la dernière Coupe d'Afrique des nations, pas qualifiée pour les dernières Coupes du Monde également (...) mais, nous avons de la qualité, des joueurs qui jouent dans des bons clubs. On va être un challenger dans cette compétition avec des étapes. La première

Desabre.

Le sélectionneur des Léoards s'est réjoui de l'état de forme de l'ensemble de son groupe. A l'en croire, tous les joueurs sont aptes pour la compétition bien qu'il y ait de petits pépins physiques.

Rappelons que la RDC absente de la dernière CAN est à sa vingtième participation dans cette compétition.

Actu 30 / LRP

Football - CAN 2023 : la RDC va être un challenger dans cette compétition, estime Sébastien Desabre

La Confédération Africaine de Football, CAF a dévoilé l'album officiel de la Coupe d'Afrique des Nations qui se déroulera en Côte d'Ivoire du 13 janvier au 11 février 2024.

Cette œuvre musicale, fruit du partenariat avec Universal Music Africa, regroupe les stars africaines comme :

Yemi Alade, VegeDreem, Cysoul, cité par RFI, déclaré que l'album de la Coupe d'Afrique des Nations (AFCON 2023) a été conçu pour durer au-delà du tournoi.

Il a souligné également que les six titres qui composent cet album, la primeur est donnée aux artistes du pays hôte de cette édition de la CAN, et ce, malgré le fait que le disque est



Kaaris et le groupe Magic Système.

Le Directeur Général d'Universal Music Africa, Franck-Alcide Kacou a, dans une interview accordée à l'Agence de presse du Nigeria (NAN)

présenté comme un rassemblement de tous les artistes issus des pays participants à cette phase finale de la prestigieuse compétition.

LRP

Niger's military junta releases son of deposed president on bail

Salem Bazoum, the son of Niger president Mohamed Bazoum who was toppled in a coup last year, was provisionally released on Monday, according to a Niamey military tribunal.

In a court document seen by French news agency AFP, Salem Bazoum was given "provisional release" after having been held with his parents since the presidential guard took power on 26 July, 2023.

The document added that it was "up to him to respond to justice as soon as he is required to do so".

from Togo and Sierra Leone, but gave no details about his whereabouts.

Three-year transition

Niger has been ruled by military leaders since the overthrow of elected president Bazoum, which prompted international condemnation.

Military ruler General Abdourahmane Tiani has said his regime wants up to three years for a transition back to a civilian government.

Togo is among several West African states which have been involved in mediation with the Nigerien military

The new military regime has distanced itself from Niger's hitherto close European partners - notably France - and has drawn closer to two of its neighbours, Mali and Burkina Faso, which after recent coups are also run by militaries.

The last French troops withdrew from Niger in December.

"France ends decade of missions in Sahel as last troops leave Niger

Like neighbouring Burkina Faso and Mali, Niger has faced persistent jihadist violence, particularly in the so-

Togo is one of several countries which have recently softened their position towards the Nigerien authorities.

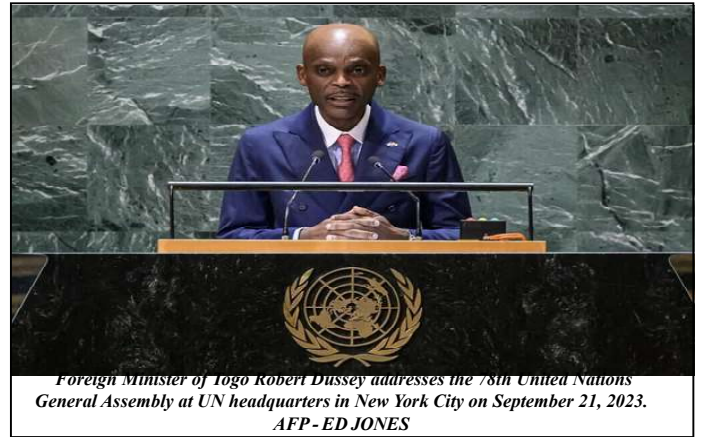
Benin President Patrice Talon last month called for relations to be swiftly re-established between his country and neighbouring Niger.

"Benin lifts suspension of imported goods transiting to Niger

A week later Benin lifted its suspension of imported goods transiting to Niger through the port of Cotonou after five months of sanctions.



FILE- Nigerien President Mohamed Bazoum at the presidential palace in Niamey, Niger, March 16, 2023. AP - Boureima Hama



Foreign Minister of Togo Robert Dussey addresses the 78th United Nations General Assembly at UN headquarters in New York City on September 21, 2023. AFP - ED JONES

The 22-year-old's parents remain in custody at the presidential residence.

A source close to the ousted president told AFP that Salem Bazoum had left Niamey for Lome, the capital of Togo, where he arrived Monday evening.

A statement by the Togolese government confirmed a deal for Bazoum's release after mediation

regime.

On Monday, Togo Foreign Minister Robert Dussey was in Niamey, where he met with Niger's junta-appointed prime minister, according to Nigerien public television.

This followed a trip by Dussey in mid-December, when he said he had reached an agreement "on the content and timing of the transition" with the prime minister.

called Tri-border area where the three Sahel countries meet.

Tough sanctions

After the ouster of Bazoum, the Economic Community of West African States (Ecowas) also imposed tough economic and financial sanctions on Niamey.

Food prices have risen and there is a shortage of some basic items such as medicine, in what is one of the world's poorest countries.

Niger is currently still suspended from Ecowas - which has said that the release of Bazoum and his return to power are among conditions for the easing of sanctions.

Several former officials of the overthrown government have been arrested, and others are in exile.

Former energy minister Ibrahim Yacoubou was arrested last week upon his return to the country.

(with AFP)

Gabriel Attal named youngest French PM as Macron seeks to refresh presidency

French President Emmanuel Macron on Tuesday named Gabriel Attal as his new prime minister in a cabinet reshuffle that aims to reboot the final three years of his presidency.

After days of intense behind-the-scenes manoeuvring, current education minister Gabriel Attal was named as new prime minister, the fourth since 2017 under Macron.

Macron late Monday accepted the resignation of Elisabeth Borne, 62, after serving less than two years in office.

French PM Elisabeth Borne resigns ahead of expected reshuffle. Attal is seen to be a more political figure than the technocratic Borne, and polls have shown him to be the most popular government minister.

Under the French system, the president sets general policies and the prime minister is responsible for day-to-day government management, meaning the latter often pays the price when an administration runs into turbulence. Confirming the move on social media, Macron said he wanted the new premier to bring back the spirit of bold change which he promised during his first campaign.

"I know I can count on your energy and your commitment," said Macron on X, adding that the Attal would act in line with the spirit of "excellence and audacity" of 2017.

Crisis mode

The shake-up comes ahead of the Olympic Games in Paris and European parliament elections this summer where Macron's centrist forces risk defeat at the hands of the far-right under Marine Le Pen.

Commentators see the reshuffle as essential to relaunch Macron's

win a second term in 2022, Macron has faced protests over unpopular pension reforms, the loss of his overall majority in parliamentary elections and controversy over immigration legislation.

While Macron cannot run again in 2027 presidential elections, relaunching his government is seen as

crucial to help prevent Le Pen becoming president.

Overwhelming pile of emergencies

The conservative daily Le Figaro said Borne was leaving a political si-

tuation "that remains as fragile as ever." "Changing a face at the top doesn't change the overall picture," the newspaper said, adding Borne's successor was facing "an overwhelming pile of political emergencies" including the task to unite a fragmented nation.

Borne's resignation letter to Macron, a copy of which was seen by AFP, hinted that she would have preferred to stay in her job.

"While I must present the resignation of my government, I wanted to tell you how passionate I was about this mission," she wrote.

Macron thanked Borne, only the second woman to lead the French government, for "work in the service of our nation that has been exemplary every day". Minister of Transport Clément Beaune, thanked Borne on X for her "courage" and her "convictions".

Macron's party, Renaissance also praised Borne's "20 months as prime minister" on social networks.

The leader of the Renaissance party in parliament Sylvain Maillard also congratulated Attal on X saying "I am sure that you will be able to faithfully carry out our project and embody the values that are ours."

RFI/LRP



(FILES) This combination of pictures shows then French Prime minister Elisabeth Borne (L) and Gabriel Attal, who was appointed French Prime Minister on January 9, 2024. AFP - JOEL SAGET

centrist presidency for its last three years and prevent him becoming a "lame duck" leader after a series of crises.

Since he defeated the far right to

crucial to help prevent Le Pen becoming president.

Overwhelming pile of emergencies

The conservative daily Le Figaro said Borne was leaving a political si-

Dans son message de vœux de Nouvel An 2024 aux Congolais

Moïse Katumbi en donneur de leçons

Profitant de son message de Nouvel An 2024 aux Congolais du mercredi 03 janvier dernier à partir de Lubumbashi au Haut-Katanga, dans lequel il a appelé le peuple congolais à la mobilisation générale contre les résultats provisoires de la présidentielle du 20 décembre 2023 proclamés par la Commission électorale nationale indépendante (Céni), le candidat malheureux Moïse Katumbi Chapwe s'en est violemment pris à certains chefs d'Etat. Pour cause, ces derniers, selon ses termes, se sont empressés à féliciter le président provisoirement élu.

Pour le président et fondateur du parti Ensemble pour la République et des regroupements politiques qui en sont membres, les élections générales du mercredi 20 décembre 2023 étaient émaillées de beaucoup de fraudes et d'irrégularités. Il en veut notamment pour preuve les machines de vote qui étaient détenues par des candidats de l'Union Sacrée de la Nation (USN), la plate-forme électorale ayant soutenu la candidature de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la Magistrature suprême. D'où leur annulation pure et simple s'impose !

Sur un ton sévère, virulent et de colère, le coureur au dorsale n°3 au marathon vers le Palais de la Nation s'est fait le donneur de leçons aux chefs d'Etat des pays souverains qui ont adressé leurs messages de félicitations au président déclaré provisoirement élu avec un score écrasant (73,34%) par la Céni.

Les chefs d'Etat de ces pays partenaires et amis de la RD Congo se sont sûrement fiés aux rapports des missions d'observation internationales qui se sont déployées à travers toute la République. Il s'agit de l'Union Africaine (UA), de la SADC, de l'Union Européenne (UE) et du Centre Carter, sans oublier des milliers d'observateurs locaux et nationaux dont ceux des églises et confessions religieuses parmi lesquelles ceux de la Commission épiscopale nationale du Congo (CENCO) et de l'Eglise du Christ au Congo (ECC).

En d'autres termes, il n'était pas question pour ces présidents de la Républiques de se référer aux rapports des témoins d'Ensemble pour la République et de l'Alternance de Moïse Katumbi ou des autres partis et regroupements politiques de l'opposition sur le déroulement de vote pour féliciter ou non leur homologue de sa réélection, haut la main, telle que proclamée, à titre provisoire, par l'organe habilité à le faire.

En s'en prenant de la manière la plus violente aux présidents de la République qui ont félicité Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la suite de sa brillante victoire (Afrique du Sud, Zimbabwe, Zambie, Malawi, Angola, Comores, Congo-Brazzaville, Ouganda, RCA, Guinée Equatoriale,

Maroc, Nigeria, Benin, etc), " l'opposant " Moïse Katumbi l'a fait aussi envers ceux qui adresseront leurs messages dès lors que la Cour Constitutionnelle confirmera les résultats et à la l'investiture du nouveau chef

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo sera sollicité par ses homologues africains pour faire le suivi en vue de l'aboutissement heureux de cette Transition au pays d'Ildris Deby Itno (paix à son âme).



de l'Etat congolais (Etats-Unis d'Amérique, France, Belgique, Chine...).

Ils sont déjà une quinzaine de présidents de la République et chefs de gouvernement à avoir reconnu tacitement la victoire de Félix Tshisekedi. Ils ne manqueraient pas aussi d'être nombreux à honorer la RD Congo en rehaussant de leur présence la cérémonie de sa prestation de serment et son investiture le 20 janvier 2024 à Kinshasa.

Fatshi a de la considération de ses pairs africains

Ses pairs africains ont de la considération envers lui. Durant son premier mandat constitutionnel, Félix Tshisekedi a été le président de l'Union Africaine (UA), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). C'est beaucoup et un succès diplomatique sans pareil.

Pendant que son pays est victime de l'agression de son voisin le Rwanda, chef de l'Etat rdongolais a joué à la médiation dans la crise entre l'Ethiopie et l'Egypte au sujet du barrage du fleuve Nil. La tension entre les deux nations a baissé d'un cran.

Comme si cela ne suffisait pas au moment où la RD Congo est en guerre contre la rébellion du M23 soutenue par le Rwanda, Fatshi a offert ses bons offices à la crise tchadienne. Résultats : après un long exil, l'opposant Succes Mastra est retourné à Ndjamena via Kinshasa. Le président Ildris Mahamat Deby l'a nommé Premier ministre de la Transition au Tchad.

Sans conteste, réélu pour son second mandat à la tête de la RD Congo,

La Loi électorale congolaise reconnaît à la Cour Constitutionnelle les compétences sur les contentieux de l'élection du président de la République et de la publication des résultats définitifs de ce scrutin.

A la justice, ce sont des preuves qui priment. En matière de contentieux électoral, les juges statuent sur les chiffres. C'est devant cette juridiction que le chairman d'Ensemble pour la République devait se présenter muni de ses preuves de fraude électorale et non procéder à l'oralité dans un message de vœux de Nouvel An 2024 adressé aux Congolaises et Congolais et de crier au " secours " à la rue. Pourtant, c'est cette Haute Cour qui, en dernier ressort, a examiné son dossier et retenu définitivement sa candidature à la Présidence de la République.

D'aucuns se souviendront que l'ancien gouverneur du Katanga avait rassuré que Félix Tshisekedi ne pourra jamais tricher, car toutes les dispositions étaient prises pour en faire échec avec la présence des témoins dans tous les bureaux de vote. A ce propos, il lui appartenait d'apporter les procès-verbaux (PV) de tous les bureaux de vote de la Céni au juge constitutionnel afin de les confronter avec ceux dont ce dernier dispose.

Dans plusieurs bureaux de vote, renseignent plusieurs sources, des témoins de l'opposition s'éclipsaient après le dépouillement sans avoir signé les PV des résultats à cause d'insuffisants ou mauvais résultats de leurs candidats.

Noël Tshiani avait prévenu

Dans la perspective des contestations des résultats de la Présidentielle par des méthodes du genre " appel à

la mobilisation générale de la population ", M. Noël Tshiani Muadiamvita, l'un des 25 candidats malheureux, avait déjà prévenu. C'était le 31 décembre 2023 lors de la proclamation des résultats provisoires de l'élection

présidentielle au Centre Bosolo. " Si quelqu'un pense mettre du feu sur la République Démocratique du Congo parce qu'il n'a pas gagné, ce qu'il n'est pas Congolais. Nous devons tous mettre de l'eau dans nos vins pour éteindre le feu ", avait déclaré le candidat président de la République n°19 que les Congolais ont surnommé " de père et de mère " pour des raisons connues de tous.

Dr Mukwege interpellé par sa conscience

Prix Nobel de la Paix 2018 particulièrement, Dr Denis Mukwege Mukengere devrait se démarquer de ce genre de démarche susceptible de troubler la paix déjà mise en mal par les ennemis de la RD Congo. D'ailleurs, pour une bonne frange de l'opinion, le natif de Bukavu devrait s'inspirer de son prédécesseur africain dans ce prix le plus prestigieux du monde, l'évêque anglican sud-africain Desmond Tutu qui, de son vivant, n'avait jamais envié le poste du président de la Nation arc-en-ciel.

Le célèbre gynécologue congolais et responsable de la Fondation Panzi et de l'Hôpital du même nom devait plutôt s'offrir en sage vis-à-vis des leaders politiques congolais qui ne cessent de s'entredéchirer au détriment de leur pays.

Décidément, en RD Congo, l'article 64 de la Constitution est tourné en décision. Tous les acteurs politiques et de la société civile dont des religieux en appellent à son application à la moindre occasion que le pouvoir toussse. Il ne leur reste plus qu'à demander à une femme légitime dont le mari veut épouser une deuxième femme de faire usage de cette disposition constitutionnelle.

LRP